

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord face à la crise mondiale

Bulletin du FMI en ligne

10 mai 2009

- La croissance devrait tomber à 2,6 % en 2009
- Les recettes d'exportation, les flux d'investissement et les envois de fonds sont en repli
- Le niveau élevé des réserves et des dépenses publiques des pays exportateurs de pétrole atténue toutefois l'impact

La crise financière mondiale n'a pas épargné la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, mais la solidité de ses fondamentaux, la pertinence des politiques mises en œuvre et l'abondance des réserves de change contribuent à amortir le choc. C'est ce qui ressort du dernier bilan régional dressé par le FMI.

Après avoir atteint 5,7 % en 2008, le taux de croissance de la région pourrait descendre à 2,6 % en 2009, avant de remonter à environ 3,6 % en 2010.

« Étant donné la dimension mondiale de la crise économique actuelle, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont également été touchés. Il est cependant probable qu'ils s'en tirent mieux que les pays des autres régions, grâce en partie à une gestion financière et économique prudente, mais aussi au fait que les pays exportateurs de pétrole de la région peuvent puiser dans leurs abondantes réserves » a déclaré M. Masood Ahmed, Directeur du Département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI, le 10 mai, à Dubaï, à l'occasion d'un point de presse sur les perspectives économiques du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan.

Évoquant les réserves de change des pays exportateurs de pétrole, il a précisé qu'elles contribueront à « atténuer les effets du ralentissement mondial sur leur économie et sur celle des pays voisins avec lesquels ils entretiennent des liens économiques de plus en plus étroits ». Un point de presse sera également organisé sur les perspectives économiques de la région du Caucase et de l'Asie centrale, le 11 mai à Erevan, en Arménie.

Selon le bilan dressé par le FMI, la quasi-totalité des 22 pays de la région seront touchés par la crise mondiale de diverses manières, aussi importantes les unes que les autres.

Les pays exportateurs de pétrole sont en repli mais continuent d'étayer la demande mondiale

Les pays exportateurs de brut du Moyen-Orient — Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen — subissent principalement les effets de l'effondrement des cours du baril et du resserrement des conditions de crédit.

Entre 2004 et 2008, forts de la montée des prix du brut et du considérable intérêt manifesté par les investisseurs, ces pays avaient connu une croissance annuelle de près de 6 %. En raison de l'essoufflement de la demande mondiale de pétrole, le taux de croissance devrait tomber à 2,3 % en 2009, contre 5,4 % en 2008.

Malgré le tassement des recettes pétrolières, la plupart des exportateurs de la région maintiennent leurs dépenses publiques à un niveau élevé et contribuent ainsi à impulser la demande intérieure et mondiale. Les pays dont la marge de manœuvre budgétaire est plus restreinte — comme l'Iran, le Soudan et le Yémen — devront hiérarchiser les dépenses, surtout si les cours du baril se maintiennent à leur niveau actuel.

Le repli des cours et la vigueur des dépenses devraient se traduire par une inflexion du solde des transactions courantes des pays exportateurs de brut : excédentaire de 400 milliards de dollars l'an dernier, il devrait accuser un déficit de près de 10 milliards de dollars en 2009 (à supposer que les cours du pétrole se maintiennent à leur niveau actuel).

La riposte face aux effets de débordement du secteur financier

La crise financière mondiale a également entraîné un resserrement des conditions du crédit dans les pays exportateurs de pétrole, notamment dans les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), et dans les autres pays dont le système financier est davantage intégré aux marchés mondiaux. Face à la chute précipitée des prix des actifs et au durcissement des conditions de liquidités — en partie à cause du retrait des capitaux spéculatifs qui s'était amorcé au début de 2008 — les gouvernements de la région ont pris des mesures pour stabiliser les marchés interbancaires, assouplir les conditions de liquidités et accompagner les banques commerciales.

FMI : projections de croissance pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord				
(variation en pourcentage)				
	2007	2008	Proj. 2009	Proj. 2010
PIB réel	6,0	5,7	2,6	3,6
Dont : pays exportateurs de pétrole ¹	6,0	5,4	2,3	3,8
pays importateurs de pétrole ²	6,0	6,2	3,2	3,4
Prix à la consommation	9,3	15,2	9,9	7,8
Dont : pays exportateurs de pétrole ¹	10,3	15,6	10,0	8,5
pays importateurs de pétrole ²	7,6	14,4	9,7	6,6
Sources : données fournies par les autorités; estimations et projections des services du FMI.				
¹ Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yemen.				
² Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.				

Le ralentissement n'épargne pas non plus les pays importateurs de pétrole

Les pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient — Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie — ont globalement échappé aux effets directs de la crise, grâce aux conséquences favorables du repli des cours et à une intégration limitée aux marchés financiers mondiaux. Toutefois, la récession mondiale s'aggravant, ces pays se heurteront à une diminution des débouchés d'exportation, des investissements directs étrangers, du tourisme et des envois de fonds des travailleurs expatriés.

Ces pays devraient donc voir la croissance de leur PIB réel tomber à 3,2 % en 2009, contre 6,2 % en 2008. Ils ont principalement été touchés par la baisse de régime de leurs partenaires commerciaux — Europe, États-Unis et pays du CCG — laquelle a provoqué une chute des exportations et de l'investissement direct étranger. Le tourisme et les envois de fonds des travailleurs émigrés seront vraisemblablement mis à rude épreuve, encore que les données obtenues jusqu'à présent fassent état d'une bonne résistance.

Les pays importateurs de pétrole dont le commerce extérieur se concentre sur les États du CCG pourraient bénéficier dans une certaine mesure du maintien des dépenses de ces derniers. Mais si la récession venait à se prolonger chez les partenaires commerciaux, la croissance des pays importateurs de pétrole pourrait en pâtir et le chômage et la pauvreté s'y aggraver, a précisé M. Ahmed. L'inflation, qui dans ces pays se situait à 14,4 % en 2008, devrait être ramenée à 9,7 % en 2009 et, partant, atténuer les pressions sur les populations pauvres.

Les pays de ce groupe affichent une grande diversité, tant du point de vue des structures économiques que du degré de développement, et ils dépendent de divers types de flux extérieurs. Certains sont mieux intégrés aux marchés financiers mondiaux (comme l'Égypte, la Jordanie, le Liban ou le Pakistan), alors que d'autres (comme l'Afghanistan) dépendent davantage de l'aide publique au développement.

Quelles politiques mettre en œuvre ?

Compte tenu des particularités de la région, M. Ahmed a signalé que la politique économique doit privilégier les axes suivants :

- ***Maintenir, voire accroître les dépenses publiques dans la mesure du possible.*** Les pays dont le niveau d'endettement public n'est pas préoccupant gagneraient à maintenir les dépenses publiques, voire à les renforcer. C'est le cas de la plupart des exportateurs de pétrole, mais aussi, par exemple, celui du Maroc, de la Syrie ou de la Tunisie.
- ***Renforcer les systèmes financiers.*** Les pays doivent surveiller de près leur système bancaire et, le cas échéant, réaliser des « tests de résistance » pour évaluer les besoins de recapitalisation et faire face aux institutions financières en difficultés.
- ***Assouplir la politique monétaire face au repli de l'inflation.*** À mesure que s'apaiseront les tensions inflationnistes, certains pays disposeront d'une plus grande marge de manœuvre pour relâcher leur politique monétaire afin d'accompagner l'investissement et la croissance.

- ***Renforcer les dispositifs de protection sociale.*** Dans cette conjoncture de ralentissement, il est essentiel que les gouvernements mobilisent des moyens et définissent des politiques pour protéger les couches de population les plus pauvres et les plus vulnérables.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI* sur www.imf.org/imfsurvey